

«Un incroyable danger pour la démocratie»

La mobilisation contre le TAFTA a un visage : l'écrivaine

Susan George. Son message : ce traité commercial avec les États-Unis va mettre l'Europe à terre.

● **Dominique VELLANDE**

Susan George, une pétition de trois millions de citoyens s'opposant à ce traité commercial entre USA et Europe, c'est une victoire ?

C'est trois fois le quota fixé par l'Europe pour qu'une initiative citoyenne soit prise en compte. Nous avons

des Européens de quasiment tous les États-membres. A ce stade, oui, c'est une victoire.

L'Europe, c'est 740 millions d'habitants : en convaincre trois millions à l'heure des réseaux sociaux, n'est-ce pas un peu relatif ?

Oh, il s'en trouvera sûrement certains qui diront cela. Depuis le début, la Commission et les lobbies n'arrêtaient pas de vouloir nous discréditer...

Ce mouvement citoyen fait-il bouger les lignes politiques ?

À la Commission européenne,

ils sont un peu gênés. En France ou en Allemagne, on sent que le politique commence à s'inquiéter.

Précisément, cette inquiétude fait-elle tache d'huile dans d'autres pays ?

Il y a encore beaucoup de silence dans d'autres pays mais cela ne traduit pas pour autant un assentiment. Ils sont embêtés puisque tous ces pays ont quand même mandaté la Commission européenne pour négocier ce Traité.

Beaucoup d'Allemands ont signé cette pétition contre le Traité. Comment analysez-vous cela ?

C'est quand même un signal fort qu'une grande puissance d'Europe soit en tête de proue. Tous les syndicats allemands se sont publiquement opposés. Même leur fédération de PME est contre. Vous ne trouvez pas extraordinaire qu'un Traité qui dit vouloir favoriser les PME se fasse tacler par ces mêmes PME ?

Comprenez-vous que pour beaucoup de citoyens, ce Traité est quelque chose de compliqué ?

Évidemment, le politique est devenu très complexe aujourd'hui. Je fais trois conférences par semaine. Je peux vous dire que quand les gens ont pris la peine de s'informer, ils n'hésitent plus une seconde à se mobiliser...

L'opposition à ce Traité repose sur le fait qu'il est téléguidé par les multinationales...

C'est la clé du raisonnement, en effet. Ce sont elles, via les lobbies, qui donnent la direction. C'est un incroyable danger pour la démocratie et ensuite pour le rôle régulateur des États. Et c'est ahurissant de voir que ces mêmes États poursuivent dans cette direction sans prendre le temps de réfléchir.

La Commission persiste à promettre que ce Traité apportera des emplois.

Pendant deux ans, ils se sont basés sur un rapport effectué par un groupe d'études londonien qui, effectivement, évaluait le nombre d'emplois que ce Traité pourrait créer. Puis un jeune chercheur de Boston a démontré

que ces calculs n'étaient valables qu'en période de plein-emploi. On n'est pas dans le cas de figure,

n'est-ce pas ? D'ailleurs, vous n'entendez plus la Commission faire état de ce rapport londonien. Curieux, non ?

La Commission qualifie vos arguments «d'idées reçues»

Soyons positifs : c'est une façon d'en tenir compte. Mais pour ce qui est de démontrer que nous avons tort, je cherche leurs arguments.

La Commission présente ce Traité comme un gagnant-gagnant. Ce n'est donc pas votre analyse.

C'est l'Europe qui a tout à perdre là-dedans. À tous les niveaux : les normes de sécurité, la protection sociale, l'environnement, l'emploi. Tout serait nivelé aux standards américains. D'autre part, les USA viennent d'aboutir dans le Traité Transpacifique. Cela signifie que si le TAFTA est signé, les États-Unis sont au centre du monde. Et peuvent ainsi obliger la Chine et la Russie à se plier à leurs normes. Si vous avez compris cela, vous avez tout compris. ■

«À la Commission européenne, ils commencent à être un peu gênés par toute cette agitation. Et en France ou en Allemagne, on sent que les politiques commencent à s'inquiéter.»

«En Allemagne, même la fédération des PME a dit publiquement son opposition. Vous

ne trouvez pas extraordinaire qu'un Traité qui prétend favoriser les PME se fasse tacler par des PME ?»

«Ce sont les grandes multinationales qui donnent la direction des négociations. C'est un incroyable danger tant pour la démocratie que pour le rôle de régulateur des États.»

Une semaine pour comprendre

Jeu, vendredi et samedi... Trois jours de manifestations, cette semaine, à Bruxelles. Avec l'arrivée d'une marche européenne, des meetings et l'installation d'un camp. Objectif des associations et des syndicats européens ? Dénoncer le projet de traité transatlantique (TAFTA ou TTIP) qui se négocie entre l'Europe et les États-Unis.

Cet accord commercial vous concerne. Il aura des retombées dans un tas de domaines de votre vie quotidienne. Car ce marché libre dont rêvent ceux qui en veulent l'aboutissement n'est pas que l'affaire des entreprises et du monde des affai-

res. Non, il impactera aussi – et de façon fondamentale – toute la sphère publique, gouvernements comme autorités locales. Et par ricochet, les Européens que nous sommes. De vrais enjeux, pour un traité complexe que L'Avenir va décrypter tous les jours de la semaine...

Mardi : la pétition qui valait trois millions de signatures.

Mercredi : pourquoi ce Traité est-il poison pour les uns et antidote pour les autres ?

Jeudi : que disent les politiques qui parlent et que pensent ceux qui se taisent ?

Vendredi : pourquoi ce vertueux marché libre pourrait devenir vicieux ? ■ **D.V.**

Même avec du rouge aux lèvres, le cochon reste un cochon

Ce Traité prévoit des tribunaux d'arbitrage pour permettre aux entreprises d'attaquer les États qui entraveraient leur commerce. Est-ce que cette disposition vous paraît être la plus dangereuse ?

Elle est en tout cas emblématique de ce que le Traité suppose : ce sont les grosses multinationales qui font la loi. Et elles auraient la capacité de dompter les États via ces juridictions qui peuvent leur infliger des

amendes. Ce n'est pas une fiction : cette procédure existe déjà dans le cadre d'autres traités commerciaux.

Cela étant, ces juridictions étaient au départ « privées ». Aujourd'hui, on les envisage comme plutôt « publiques ». Est-ce une avancée ?

Cela va dans le bon sens, certes mais cela me paraît cosmétique. Pour paraphraser un syndicaliste, je dirais : « Même avec du rouge aux lèvres, un cochon reste un cochon... » **D.V.**